

*Quand on peut, on veut.
Le grand projet social de l'écologie « par le bas ».*



*Colloque ANGERS, 21 novembre 2025
petit reportage de Julien Adda, réseau Cocagne*

Transition écologique et évolution du travail social



Le travail de réseau à son sommet. Angers, palais des congrès, c'est blanc et transparent ce 21 novembre 2025, la fédération des acteurs de la solidarité (FAS) nous invite à son colloque sur la transition écologique et le travail social incarnant les orientations du Livre blanc du haut Conseil du Travail Social de 2023 visant notamment « l'écologisation du travail social ». Tout un programme.

La transition écologique, pourquoi y croire encore ?

Nathalie Latour, dir.gen. de la FAS, rappelle l'interrogation première de son réseau à la suite des travaux du HCTS (et du CNLE) : quelle est notre valeur ajoutée sur ces questions-là ? Une fois écarté le sujet réducteur et dépassé des éco-gestes du/de la professionnelle, c'est bien la boucle négative des inégalités sociales et environnementales qui reformule la question forcément démocratique de la transition : comment, sur le terrain à partir d'une montée en responsabilité, on accompagne les personnes concernées à partir de leurs propres besoins et savoirs (invisibilisés) ? Une expérimentation est engagée dans le département de la Seine-Saint-Denis qui mobilise des chercheuses et intéresse la Délégation interministérielle à la lutte contre la pauvreté (DILP).

La Direction de la Cohésion Sociale (DGCS) soutient également la réponse à l'AAP de l'Institut National du Travail Social pour le déploiement au sein du réseau et de ses délégations régionales. La Fondation de France confirme ce jour même son soutien complémentaire pour appuyer les associations de terrain en lien avec la recherche. La Chaire Transition Ecologique du Travail Social (TETS) est lancée avec à sa tête Maylis Dupont, sociologue et maîtresse de cérémonie.



Anne Rubinstein, DILP, s'interroge à son tour sur l'action publique qui doit « guérir quand il est trop tard » soulignant les nombreux reproches fait à l'Etat dans le contexte notamment budgétaire actuel. Elle voit dans la perspective de la TETS une nouvelle relation de co-construction de l'action publique sur le long terme en se saisissant de l'ensemble des réalités vécues par les personnes en situation de pauvreté. Comme beaucoup d'autres après elle, elle récusé l'idée que les questions écologiques n'intéresseraient pas les personnes concernées et relève que bien souvent elles se sentent culpabilisées de leurs comportements. C'est bien d'un « avenir commun » dont il s'agit là qui dépasse la seule réponse apportée à ces personnes. Pourtant, la mobilisation peine à l'image de la faiblesse des réponses à l'axe TES par les collectivités dans la contractualisation avec l'Etat pour la lutte contre la pauvreté. Mme Rubinstein s'en remet aux préconisations de la Chaire TETS parce que « personne ne pourrait faire mieux que vous dans ce croisement entre pratiques et recherches ». Au mieux, si rien ne se passe, « vous aurez éclairé la décision publique ».

Qu'est-ce que veut dire la transition écologique pour le travail social ?



Mayllis Dupont relève le défi dans une introduction de haut niveau. La formulation du lien entre écologie et société doit être reposée si elle doit situer l'organisation du travail social « au cœur de la bataille ». Préférons le très Latourien (Bruno, une référence assumée) « que se passera t-il si on ne fait rien ? » et donc « dans quels termes mon organisation est-elle concernée ? ».

Les personnes en situation de précarité sont clairement les plus exposées aux risques environnementaux, catastrophes, pollutions... mais aussi celles qui sont à même de rebondir, de créer des réponses pertinentes. La formulation change encore. On parle là d'une écologisation du travail social centré sur l'inégal accès à la participation citoyenne sur ces enjeux. C'est l'invisibilité des personnes, de leurs voix, de leurs solutions et légitimes revendications. Or, le travail social n'est pas forcément formé pour cela, surtout dans le contexte d'associations exsangues, mais « on ne choisit pas ses risques » et les canicules à répétition écrasent les logements des personnes concernées par la précarité. Lara Donovelli a inventé la notion de « travail social vert » en 2012, reprise en 2023 dans le fameux livre blanc. Elle reste ambiguë sur cette idée que l'on puisse accompagner la décarbonation des modes de vie (cette responsabilisation de l'individu). Mayllis Dupont lui préfère celle de « travail géo-social » en référence à la lutte des classes géo-sociales de Bruno Latour. Les individus ne sont pas hors sol, ils vibrent avec la nature et sont soucieux et attachés aux humains et non humains.

Il faut donc atterrir auprès d'eux pour chercher de nouvelles alliances sociales et des actions – si nombreuses – des associations qui inventent et mettent en œuvre « sans attendre la clarification de nos problématiques de recherches ».

Le déplacement conceptuel est posé. Des chercheur-e-s du monde entier racontent ces réintégrations du vivant dans la vie des gens dès lors que le travail social permet de les entendre. Le « territoire de subsistance » est celui du travail social alors qu'il apparaît souvent son angle mort en reproduisant le clivage social / écologique (fin du mois / fin du monde).

La difficulté est pourtant bien là : « ça nous concerne mais ce n'est pas pour nous ». La notion de Capitalocène d'Andreas Malm[1] permet un nouveau déplacement conceptuel, celui d'un nouveau régime climatique qui nous oblige à devoir faire avec les décors d'une nature censés ne plus se manifester face à l'humanité. Cette « cosmologie des modernes » de ne pas négocier avec les non humains. Or là, les décors se rebellent et font irruption (inondations, chutes de falaises, de montagnes, glissements de terrains, typhons géants, insectes et plantes invasives, feux géants, virus mondialisés etc.).

Cela nous pose des questions techniques certes mais aussi juridiques, culturelles et politiques, l'AFD travaille ce sujet de droit des « réfugiés climatiques ». On évoque aussi le « Parlement des Vivants » en correction de notre « monoculture de l'esprit occidental » (Vandana Shiva). Ce nouveau régime climatique impose de nouveaux engagements et de nouvelles luttes.



[1] <https://fr.wikipedia.org/wiki/Capitaloc%C3%A8ne>

Il est donc urgent de pluraliser les approches de la transition écologique pour sortir d'une représentation capitaliste de ce qui nous arrive (ce point ultime des catastrophes « naturelles », du tri des déchets et de nos petits gestes quotidiens) car elle nous laisse impuissant. Un auteur comme Joan Martinez Alier (« l'écologisme des pauvres »[2]) a pourtant montré que l'écologie est depuis de longues dates une lutte populaire, la planète explose d'activisme écologistes. Nous sommes donc beaucoup plus nombreux que nous le pensons, il s'agit de poursuivre la révélation de ces alliances de territoires déjà-là (cf. Igor Babou « l'écologie aux marges »[3] dans le département de la Seine-Saint-Denis).

Penser l'écologisation du travail social c'est desserrer le cadre de la transition écologique par le travail géo-social qui révèle l'avenir déjà présent par l'attention aux personnes et leurs milieux de vie. Nous pourrions donc faire du travail social en cartographiant « l'abondance invisible de ceux qui n'ont pas beaucoup », de ceux et celles qui font et dont nous sommes riches.

[2] <https://shs.cairn.info/revue-projet-2015-2-page-90?lang=fr>

[3] <https://www.eterotopiafrance.com/catalogue/l-ecologie-aux-marges/>

La TETS est une affaire de révélation d'agencements déjà-là du travail social

Marion Bet (IDDRI) confirme que la question est mal posée. La recherche – action permet de réencoder dans des territoires sociaux-environnementaux ce que nous faisons déjà. Ce refus de l'écologie s'explique par un contrat social (déjà rompu) basé sur 4 pacts fondamentaux qui structurent nos vies (d'occidentaux) : celui de la démocratie, de la sécurité au sens large, du travail et de la consommation. Notre inconscient collectif est heurté par la transition écologique car ces pactes définissent notre idée de l'autonomie pour une vie bonne. La transition est coupable de ce contrat social qui ne fonctionne plus. Notre modèle de justice est basé sur une économie carbonée, sa remise en cause ne crée pas d'action trans-classes sociales, bien au contraire. C'est bien la réaction légitime des personnes pauvres que de crier à l'indécence de l'injonction à un mode de vie modeste vécu comme subi. « c'est fou d'être taxé pour aller travailler » disaient les Gilets Jaunes. On le voit tous les jours, ce pacte est soumis à de fortes contradictions. Le rôle des associations nationales est bien de reconceptualiser cette situation comme elles l'ont fait avec la notion « d'exclusion » qui a remplacé celle de la « pauvreté pour mieux mettre en évidence les inégalités structurelles de nos sociétés. En ce sens, dire « quand on peut, on veut » c'est bien pour dire que ce n'est pas une affaire de volonté personnelle, de choix personnels.



La nouvelle agentivité de nos modes de vie passe par des environnements matériels à plusieurs niveaux, Marion Bet prend l'exemple de la consommation de viande qui ne cesse d'augmenter malgré son impact environnemental et de santé. L'accessibilité alimentaire, alternative à des offres de produits ultra-transformés, passe par une accessibilité physique à ces produits (magasins, marchés, épiceries sociales...) mais aussi par un environnement socio-culturel (la participation des habitants, l'éducation populaire), un environnement évidemment monétaire de base et négocié (prix, caisses mutuelles...) et enfin un environnement cognitif (la compréhension des enjeux collectifs et individuels). Autant de concepts mis en pratique dans les Caisses mutuelles de l'alimentation à partir d'une approche d'éducation populaire sociale et « vivante » des habitant-e-s aux territoires agricoles. [4]

Pour la chercheuse, plutôt qu'un retour de bâton contre l'écologie, on serait sur un plateau où la connaissance est partagée mais où la mise en œuvre pose beaucoup de défis opérationnels. Si la transition écologique ce ne sont pas les éco-gestes, c'est parce qu'elle est une préoccupation majoritaire dès lors qu'elle n'est plus pensée en un seul bloc mais du point de vue de ses satellites « fonctionnalités de la vie » : le mal logement, la santé, les inégalités territoriales, le pouvoir d'achat etc.

Annie Jolivet, économiste associée aux travaux TETS, descend d'un étage avec une analyse de terrain en Seine-Saint-Denis auprès d'associations d'insertion par l'activité économique (IAE). Elle a présenté son étude d'Halage et de sa ferme florale que nous avons déjà visité il y a peu. [5]

Sa description des nécessités organisationnelles de l'association sur ces diversifications écologiques (recherche de nouveaux financements, postes salariés transverses, ingénierie de formation, d'animation etc.) corrobore tout le travail mené en collectif autour de l'expérience « territoires à VivreS » entre 2020 et 2023, qui continue au local aujourd'hui. On ne peut que souscrire à son constat d'un manque de coordination entre les politiques de l'emploi, de la formation et les politiques environnementales.



[4] <https://angesgardins.fr/la-calien-caisse-de-l'alimentation-locale-et-de-l'engagement/> <https://www.carenews.com/carenews-info/news/securite-sociale-de-l'alimentation-quels-premiers-retours-pour-l-experimentation>

[5] <https://www.linkedin.com/pulse/nest-sp%C3%A9cialiste-de-rien-soccupe-tout-julien-adda-wichf/?trackingId=%2FsKNNLUFTlj%2BS7lp1LrNzA%3D%3D>

Les coopérations de terrain, elles, existent et amènent les entrepreneurs du social écologique à des effets inattendus et opportuns de la diversification servicielle (comme avec la rénovation écologique des Algeco du site qui a fait monter en compétence jusqu'à la rénovation énergétique des bâtiments en ensemblier d'IAE). Ces explorations de terrain se veulent structurantes de nouveaux métiers, depuis le social, pour des professionnels à double compétence, et ce parfois jusqu'au Répertoire National des Compétences et Métiers (RNCP). On rejoint là les attendus de l'étude d'Uniformation (2023) sur la TE dans l'IAE qui a abouti à une position du Collectif IAE sur sa définition, l'essentiel restant à faire sur les enjeux métiers – compétences pointés par l'étude. Extraits ci-dessous:

Ainsi, pleinement inscrite dans les scénarios 1 et 2 de l'ADEME1 (scénario 1 : « génération frugale », qui fait de la sobriété un levier d'action ; scénario 2 : « coopération territoriale », qui fait du partage des biens un autre levier d'action) et dans le prolongement des récents avis sur la Transition écologique juste2, nous considérons que la transition écologique et sociale doit d'être :

- 1- Capable d'engager la force du travail dans une relation retrouvée avec le vivant et permettant, dans ce cadre, la création d'emplois inclusifs ;*
- 2- Capable de garantir aux personnes vulnérables un accès à une offre de valeur meilleure en réponse à leurs besoins essentiels et offrant de vraies possibilités d'associer celles-ci dans la définition comme dans la construction de ces réponses ;*
- 3- Capable de protéger cette source qu'est l'IAE et plus largement, l'ESS, reconnaissant dans la durée son travail d'arpentage et de développement d'idées neuves au service de nos concitoyens, au service de la vitalité de tous les territoires (urbains, péri-urbains, ruraux, métropolitains et ultra-marins).*





J.Adda, A.Claite, A.Brodach, C.Arnodin

Ce fameux terrain du travail social « vert »

Nous voici au plancher des vaches pour rendre compte, du terrain, de ce que travail géo-social veut dire. Ari Brodach, directeur de la Délégation à la transition écologique et à la résilience du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, explique que « de sa position de fonctionnaire, pour pouvoir mettre en pratique une politique, il faut comprendre en quoi le paradigme de la TE a évolué ». Il y a dix ans, les services proposaient aux élu-e-s des mesures correctrices d'émission des GES. Aujourd'hui, c'est « l'adaptation » et pas seulement la lutte contre le changement climatique « car collectivement on n'a pas été à la hauteur de ces enjeux ». Aujourd'hui, c'est aussi l'instabilité institutionnelle avec, par exemple, un rachat du prix de l'énergie qui change tous les six mois. C'est enfin une fragilisation des alliances avec des discours politiques qu'on n'entendait pas il y a encore quelques années. Dès lors, comment prendre en compte ces enjeux et les appliquer au département le plus pauvre de l'Hexagone mais « riche de ses liens sociaux », il précise : « on a le sentiment que tout est là et qu'il faut l'activer ». Comment créer de l'adhésion auprès des collègues, des habitant-e-s, des élu-e-s ? C'est certainement un enjeu de récit mais aussi un enjeu de méthode, le diagnostic technique n'étant plus suffisant tout comme un plan d'action, « les boussoles de l'action publique doivent changer ».

C'est ce qui s'est passé avec défi TR, le projet de la FAS, dans le cadre des marges de manœuvres du département sur l'insertion avec la renationalisation du RSA. 46 millions d'euros ont été dégagé pour accompagner l'IAE via un AAP bien doté, basé sur l'idée que les structures associatives savent ce qu'il faut faire, ces « bonnes volontés sur de bonnes idées ». Le projet défi TR a été lauréat.

Camille Arnodin, pour la FAS, spécialiste de l'intelligence collective, rappelle que plusieurs mois ont été nécessaires pour co-construire l'action avec les habitants et professionnels, via des ateliers et outils dynamiques d'animation de groupe sur Drancy, Clichy-sous-bois et Montfermeil. Au printemps 2024, l'expérimentation a été lancée avec des animations sur la ferme, au champ, avec les parties prenantes (« ça change tout qu'un agent du CD mette les mains dans la terre », une journée collective à Halage sur l'île-Saint-Denis et du design social d'outils. Les freins sont connus, d'abord les préjugés des professionnels pensant que ce n'est pas un sujet pour les personnes, or, preuve à l'appui, le "jardinage heureux » intéresse autant les professionnels que les personnes concernées. Certaines sont devenues bénévoles au jardin du cœur des restos, d'autres se sont intéressées techniquement à la géothermie à Drancy. Ne nous cachons pas derrière notre petit doigt, évidemment que les habitants des quartiers populaires sont les premiers à politiser le sujet : « pourquoi ici ? Allez faire ça dans le XIXème arrondissement ! ». Le politiser autrement, depuis le quartier populaire, c'est se (leur) dire « on va ne pas se faire déposséder de ce qui nous concerne ! ».

Et puis Antonin Claite a pris la parole. Depuis son expérience du jardin de Cocagne Angevin qu'il a quitté en mai après un parcours de deux ans. « J'aimerais bien vous montrer le Antonin d'il y a 3 ans avec celui d'aujourd'hui, ça vaut tous les discours (...) La production bio est valorisante, le support de la nature, cet ancrage à la terre, c'est apaisant pour le corps et l'esprit. On est de fait acteur d'une société plus juste et plus saine. On bénéficie d'un accompagnement qui met en valeur l'individu pour se reprogrammer, vivre et non survivre, rendre possible un accès aux soins et s'en sortir ». Difficile après ce témoignage vivant d'aller discourir même si l'exercice m'est évidemment plus facile. J'ai essayé de rappeler que le Réseau Cocagne s'est saisi du sujet écologique dès la création du premier jardin près de Besançon au début des années 90. Cette intuition comme l'a dit Antonin de la terre réparatrice dans un itinéraire professionnel, qui produit du beau légume, ce travail qui valorise la nature autant que l'humain. J'ai dit aussi, je crois, que ce support écologique en soi a pu faire écran avec une réflexion plus aboutie sur son articulation créatrice avec le travail social vécu d'une manière contrainte par l'administration de la politique publique (depuis 2005, le ministère ne reconnaît plus le support comme une valeur en soi de l'IAE, seul compte le chiffre de sortie vers l'emploi). C'est donc en 2017 que nous avons engagé une rencontre avec l'économie de la fonctionnalité et de la coopération (EFC) portée notamment par Christian Du tertre (Atemis) qui a pu nous dire lors de notre Forum de Fontevraud ce que veut dire l'écart entre le travail (social) prescrit et le travail (social) vivant. Cette intervention a fait mouche. Comme si on touchait du doigt le nœud du problème du travail social, masqué par l'évidence d'un support ou d'une mission sociale.





On ne peut pas vouloir écologiser le travail social sans partir de son inverse, le travail social « financiarisé », soumis au contrôle d'une métrique appelant un « retour sur investissement » pour l'Etat et dédié aux besoins de main d'œuvre d'un marché du travail seul vérité vraie de l'emploi. Révéler ce travail réel c'est mettre en place des temps réflexifs accompagnés pour les travailleurs-euses sociaux qui viennent objectiver ce qui fait « l'humain » de la relation d'accompagnement et qu'Antonin retient comme point central du ressourcement de la personne. C'est là l'enjeu principal du travail géo-social, son enjeu politique précisément révélé par la psychodynamique du travail.

Le deuxième acte est le retournement de stratégie, son adaptation créative à partir de ce que le travail réel a dévoilé, en l'occurrence la possibilité pour ces fermes sociales de produire du service relationnel à haute valeur ajoutée. On s'éloigne ainsi de la tension inhérente aux Ateliers Chantiers d'insertion de devoir augmenter leur production commerciale au risque d'un affaiblissement de l'accompagnement des personnes. Ici, il s'est agi de montrer comment des Jardins des Cocagne développaient des approches en service à la population et aux territoires (Tiers lieux nourriciers, Marchés solidaires, Ateliers cuisines, Jardins pied d'immeuble ou en institutions, logistiques circuit court etc.) comme autant de « milieux innovateurs fonctionnels » dirait Atemis à dimensions écologique et sociale.

On mesure bien là ce déplacement de la personne en parcours d'insertion pas seulement ouvrier spécialisé mais animatrices du lieu du service, autant apprenante que sachante. Nous avons poursuivi dans cette voie, non sans questionnements compte tenu de l'hétérogénéité des jardins, appuyé néanmoins par notre reconnaissance dans le programme Mieux manger pour tous depuis 2023 qui a permis une expérimentation nationale avec la fédération des banques alimentaires après celle de territoires à vivreS. Cette action qui précède la réflexion comme on dit dans le réseau nous permet d'énoncer un projet qui co-construit quand cela est possible, et ça l'est de moins en moins, avec les pouvoirs publics. On sort là d'une logique de seule dénonciation de la dégradation de la politique publique qui souvent semble ne faire que la renforcer (« résultats médiocres de l'IAE » selon l'IGF en juin dernier car seulement 27% de taux de retour à l'emploi durable, mais combien de vies changées ? de territoires rénovés ?).



Ursula Duchein (Ellyx) a présenté le cadre d'accompagnement de l'expérimentation FAS en Pays de la Loire. Toujours partir des ambitions des structures sociales (ce travail réel dirions-nous) qui font que les expériences de TE deviennent le support de leur travail social, « c'est-à-dire des réponses à des enjeux organisationnels qui n'étaient pas prévus ». La méthode n'a donc rien à voir avec un « plan d'action » comme le soulignait Ari Brodach, plutôt « un cheminement d'action qui défriche, un droit à l'essai ». L'accompagnement externe, comme avec Atemis, joue autant sur la tenue de l'ambition que des ajustements à comprendre et réaliser avec le chemin de la méthode. Et nous le confirmons, ça crée une dynamique positive, par apprentissages collectifs. « A la fin on nous a dit : on ne peut plus faire sans les personnes accompagnées ; nos petites réussites dans le temps long, celui de la remise en cause de procédures et de représentations à changer, pour autant le critère d'écologisation du TS ne doit pas devenir distinctif dans les AAP ».



Ludovic Giraud (ASEA 49) a illustré les propos d'Ursula depuis sa structure ensemble (600 salariés) qui cherchait une accroche pour la TE : « La Dreal nous a envoyé un guide méthodologique de 150 pages qui se voulait non contraignant, pourquoi aurions-nous investi 10 000 euros pour un faux plan de la TE ? ». L'AAP de la FAS est arrivé à point nommé « on a répondu directement sans passer par la direction en se disant qu'on allait travailler sur la gestion anti-gaspi alimentaire parce que les résidents ça les rendaient malades et ils se forçaient à manger ». Le cheminement est raconté, avec une proposition de jardin potager, trop loin, on se rabat sur des bacs qui vont créer un atelier palettes. « Tout s'aligne, on mesure très vite quels sont nos bénéfices ». Cette irruption du potager dans une telle institution fait du bien, montre qu'elle n'est pas qu'une administration déléguée de gestion technico-économique des politiques sociales. Une fois cette TE engagée, Ludovic pose une question fort intéressante : « aujourd'hui qu'est-ce qu'on fait tous ensemble ? Qu'est-ce que les gens ont envie de tenir ? ».



Sophie Aouizerate (cab. Raissonances) nous a fait voyager au Québec en tant que co-organisatrice d'un déplacement avec le CD 93 en mai 2023 sur cette idée d'un travail social expérimentation de la société de demain.[6] Ce déplacement, que j'ai bien connu, nous ouvre la perspective du métier d'organisateur communautaire (community organizing)[7] issu d'origines professionnelles très variées mais axé sur la capacitation des personnes (empowerment). Ce délicat travail « de la tension entre l'intérêt au modèle dominant et son émancipation ». Cette construction communautaire autour des problématiques des habitants est assumé, y compris de manière contestataire, contre la logique institutionnaliste française. Le rapport Mechmache / Baquet de 2013 [8] a importé les « tables de quartiers » québécoises comme un dispositif indépendant qui réunit tous les acteurs (jugés pertinents) pour décider de ce qu'il faut mettre en place. En partant des besoins des personnes avant la demande institutionnelle, ils permettent de mieux écouter et donc de révéler l'écologie populaire qu'ils vivent sans le savoir. Le directeur du Centre Social des Bagnolet a pu se rendre compte en terre québécoise qu'il faisait du community organizing et de la TE via la recyclerie associative dans les locaux du bailleur social. Ce que confirme Ari Brodach dans la concomitance du voyage d'étude et des questionnements du CD prolongé aujourd'hui avec cette question déterminante de savoir comment affronter les crises qui viennent : « le développement communautaire favorise l'entraide en situation de crise par l'émergence de lieux refuges ».



Pascal Brice, Président de la FAS, conclura cette journée d'une date fondatrice. On se sent moins seul à Cocagne.

[6] <https://lacompaniegeneraledesautres.co/index.php/voyage-apprenant-solidarite-france-quebec/>

[7] Voir l'ouvrage référence de Saul Alinsky *Radicaux, réveillez-vous!*, Ed. Le passager clandestin, 2017. La publication initiale est de 1946. Son deuxième ouvrage intitulé en français *Manuel de l'animateur social* (1971, rééd. 2012) montre bien le lien entre travail social et luttes écologistes.

[7] <https://www.vie-publique.fr/rapport/33298-pour-une-reforme-radical-de-la-politique-de-la-ville>